

PRIORITÉS THÉMATIQUES DU CANADA POUR L'AIDE INTERNATIONALE

FAVORISER UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE DURABLE – 762,16 millions de dollars*



Alors que 2,4 milliards de personnes dans le monde vivent avec moins de 2 \$ par jour, les faits montrent que la

croissance économique est essentielle afin de réduire la pauvreté. En fait, le succès de plusieurs pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine ont démontré que la croissance économique était le meilleur moyen d'aider les gens à se sortir de la pauvreté une fois pour toutes.

Le Canada appuie ses partenaires des pays en développement en créant des conditions favorables à une croissance forte et durable menée par le secteur privé. Le secteur privé est un moteur de croissance économique durable et est essentiel pour obtenir des résultats de développement significatifs qui permettent aux gens de se sortir de la pauvreté. Il crée des emplois, génère des revenus gouvernementaux pour financer des services publics essentiels et produit les biens et les services nécessaires pour améliorer la qualité de vie des gens. Grâce à nos efforts, le gouvernement du Canada aide des pays à passer de partenaires du développement à partenaires commerciaux autonomes et prospères en mesure de subvenir aux besoins de leurs citoyens.

Par exemple, le Canada aide les pays aux ressources abondantes à mettre en valeur de façon durable leur secteur de l'extraction, en mettant l'accent sur l'amélioration des moyens de gestion des ressources, en soutenant le développement économique local et la diversification, et en rendant les collectivités capables de tirer les retombées maximales des projets d'extraction. Dans cette optique, le Canada œuvre également à l'amélioration des normes et des lignes directrices internationales ainsi qu'à la promotion des pratiques exemplaires et à l'amélioration du rendement de tous les intervenants du secteur de l'extraction.

Afin d'appuyer une croissance économique durable, le Canada met l'accent sur l'établissement d'assises économiques, la croissance des entreprises et les investissements dans le capital humain. Des efforts dans ces trois domaines prioritaires permettront d'instaurer des conditions propices à la

croissance et de faire en sorte que les femmes et les hommes vivant dans la pauvreté aient accès à de nouvelles possibilités. Les sections qui suivent mettent en lumière le travail effectué par le Canada pour favoriser une croissance économique durable en 2013-2014.

ÉTABLIR DES ASSISES ÉCONOMIQUES

Le Canada cherche à renforcer les capacités des pays et des régions dans le domaine de la gestion financière et économique, à améliorer leur climat d'investissement et leur pouvoir commercial, et à renforcer leurs capacités en matière de gestion durable des ressources naturelles. Les ressources naturelles, et particulièrement les produits de l'extraction, représentent un des secteurs économiques connaissant la croissance la plus rapide dans de nombreux pays en développement. En 2013-2014, le soutien du Canada en faveur d'une gestion plus responsable des ressources naturelles a permis de réaliser des progrès importants à cet égard.

Le rapport de 2013-2014 est le premier produit depuis la mise sur pied de l'Institut canadien international pour les industries extractives et le développement (ICIED), lequel est dirigé par l'Université de la Colombie-Britannique, en collaboration avec l'Université Simon Fraser et l'École Polytechnique de Montréal. Au cours de cet exercice, l'ICIED a contribué à favoriser une croissance économique durable, priorité du Canada pour l'aide internationale, en offrant des ateliers sur l'exploitation minière artisanale et la diversification économique en Équateur, et en tenant des discussions au sujet du cadre stratégique sur l'exploitation minière avec des représentants gouvernementaux et des intervenants du Pérou, de la Tanzanie, de la Mongolie, de la Colombie, de l'Équateur et du Burkina Faso.

En Tanzanie, les fonds consentis par le Canada permettent de renforcer la capacité de surveillance et de vérification de l'Agence tanzanienne de vérification chargée du secteur minier, aidant cette dernière à percevoir 43 millions de dollars en redevances provenant d'activités minières menées entre les mois de mai et de novembre 2013. En optimisant la perception des recettes provenant du secteur de l'extraction, le gouvernement est mieux en mesure de réduire la pauvreté et d'améliorer les services qu'il offre à ses citoyens.

Au Pérou, le soutien du MAECD a contribué à créer plus de 20 « espaces de dialogue » où se réunissent divers groupes d'intervenants pour discuter et trouver une résolution pacifique aux conflits liés aux ressources naturelles. Ces espaces ont également permis de former environ 14 500 personnes, en majorité des fonctionnaires, sur les signes précurseurs de conflits, la résolution des conflits et la médiation, la loi relative à la consultation préalable des peuples indigènes et la réduction

* Il s'agit de données provisoires. Les montants définitifs seront publiés dans le Rapport statistique sur l'aide internationale d'ici la fin de mars 2015 sur le site Web du MAECD.